

Art. 4. Notre Ministre de la Région bruxelloise et Notre Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'application de cet arrêté.

Donné à Bruxelles, le 7 novembre 1984.

**BAUDOIN**

Par le Roi :

Le Ministre de la Région bruxelloise,

**P. HATRY**

Le Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise,

**A.-M. NEYTS-UYTTEBROECK**

Art. 4. Onze Minister van het Brussels Gewest en Onze Staatssecretaris voor het Brussels Gewest zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 7 november 1984.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :

De Minister van het Brussels Gewest,

**P. HATRY**

De Staatssecretaris voor het Brussels Gewest,

**A.-M. NEYTS-UYTTEBROECK**

## EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN

### REGION WALLONNE

F 85 — 100

**19 OCTOBRE 1984. — Arrêté de l'Exécutif Régional Wallon modifiant l'arrêté royal du 10 juin 1976 réglant l'organisation de courses, d'entraînements et d'essais de véhicules automoteurs, par des dispositions particulières à la Région Wallonne**

L'Exécutif Régional Wallon,

Vu la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit, notamment l'article 1er;

Vu l'arrêté royal du 10 juin 1976 réglant l'organisation de courses, d'entraînements et d'essais de véhicules automoteurs;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de la Région Wallonne pour l'Eau, l'Environnement et la Vie rurale,

Arrête :

**Article 1er.** Un chapitre VII, intitulé : « Dispositions particulières à la Région Wallonne » et comprenant les articles 24 à 36, est inséré dans l'arrêté royal du 10 juin 1976 réglant l'organisation de courses, d'entraînements et d'essais de véhicules automoteurs :

« Art. 24. Les articles 5, alinéa 3, 6, 7, 8, 10, 12, alinéa 2, 13, 14, 15, 16, 18 et 20 cessent d'être applicables à la Région Wallonne.

Art. 25. Les compétences attribuées au Ministre de la Santé publique par l'article 5 sont exercées par le Ministre de la Région Wallonne qui à l'environnement dans ses attributions, ci-après dénommé le Ministre.

Art. 26. Avant d'accorder l'autorisation prévue à l'article 5, le Ministre demande l'avis du collège des bourgmestre et échevins des communes sur les territoires desquelles est situé le circuit ou le terrain. Il joint à sa demande d'avis une copie des documents produits en application de l'application de l'article 9.

Art. 27. Dans les cinq jours de la réception de la demande d'avis, le collège des bourgmestre et échevins ouvre une enquête de commodo et incommodo en faisant connaître l'objet de la demande, par voie d'affichage, pendant quinze jours, aux abords du circuit ou du terrain, ainsi qu'aux endroits ordinaires d'affichage.

Art. 28. Pendant la durée de l'enquête, la demande d'avis et les documents y annexés peuvent être consultés par tous les intéressés.

Art. 29. Pendant le même délai, un membre du collège des bourgmestre et échevins ou un fonctionnaire délégué à cet effet recueille les observations écrites. A l'expiration de ce délai, il tient une séance où sont entendus tous ceux qui le désirent et à l'issue de laquelle il est dressé un procès-verbal qui clôture l'enquête.

Le Ministre est averti de la séance de clôture, à laquelle il peut se faire représenter par un fonctionnaire.

Les demandeurs peuvent prendre connaissance des observations écrites et verbales formulées au cours de l'enquête.

Art. 30. Le collège des bourgmestre et échevins donne son avis dans les trente jours de la réception de la demande d'avis.

Art. 31. Le collège joint à son avis une copie du procès-verbal clôturant l'enquête.

Art. 32. Les courses et les entraînements qui s'y rapportent ne sont permis sur les terrains utilisés de façon non permanente que moyennant l'autorisation du collège des bourgmestre et échevins des communes sur le territoire desquelles le circuit ou le terrain est situé. Cette autorisation n'est donnée qu'après que le fonctionnaire technique de la Région Wallonne, désigné à cet effet, a constaté qu'il est satisfait aux articles 3 et 4.

Art. 33. L'organisateur formule la demande d'autorisation par écrit et l'adresse au moins trois mois avant la date des activités projetées aux bourgmestres des communes sur le territoire desquelles ces activités se dérouleront.

La demande mentionne :

1° l'identité du demandeur;

2° la date, l'heure, la durée et la nature des activités;

3° les caractéristiques des véhicules utilisés (type, cylindrée, niveau sonore);

4° le plan du terrain ou du circuit et de son voisinage (rayon de 500 m, échelle 1/10 000), avec indication de sa situation par rapport aux conditions de distance imposées par l'article 3.

Art. 34. Dans les trois jours ouvrables de la réception de la demande, le bourgmestre soumet le dossier à l'avis du fonctionnaire technique de la Région Wallonne. Ce fonctionnaire communique son avis au bourgmestre dans les deux semaines.

Dans les trente jours de l'introduction du dossier complet de la demande, le bourgmestre notifie au demandeur l'autorisation ou le refus du collège des bourgmestre et échevins.

Une copie de l'autorisation est transmise sans délai, et au moins huit jours avant l'épreuve, au gouverneur de la province et au commandant de la gendarmerie.

Art. 35. Si l'activité mentionnée dans l'autorisation ne peut pas se dérouler à la date prévue, le collège des bourgmestre et échevins peut, sur la demande écrite qui est adressée par l'organisateur au bourgmestre au plus tard deux semaines après la date initialement fixée, modifier la date figurant dans l'autorisation sans avoir à solliciter un nouvel avis du fonctionnaire technique.

Art. 36. Sans préjudice des attributions des officiers de police judiciaire, les ingénieurs relevant de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, ainsi que les fonctionnaires et agents techniques de cette Direction désignés par l'administrateur général du Ministère de la Région Wallonne ou à défaut par le directeur général des Ressources naturelles et de l'Environnement, sont habilités à surveiller l'application du présent arrêté, conformément aux articles 9 et 10 de la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit.

Il en est de même des fonctionnaires et agents techniques des provinces, agglomérations, fédérations de communes et communes, désignés à cette fin par le Ministre.

Art. 2. Le Ministre de la Région Wallonne qui à l'environnement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 19 octobre 1984.

Le Ministre-Président de la Région Wallonne,

**J.-M. DEHOUSSE**

Le Ministre de la Région Wallonne  
pour l'Eau, l'Environnement et la Vie rurale,

**V. FEAUX**

## ÜBERSETZUNG

## WALLONISCHE REGION

D. 85 — 100

**19. OKTOBER 1984. — Erlass der Wallonischen Regionalexekutive zur Abänderung des Königlichen Erlass vom 10. Juni 1976 zur Regelung der Veranstaltung von Rennen, Trainings und Testfahrten von Kraftfahrzeugen durch Sonderbestimmungen für die Wallonische Region**

Aufgrund des Gesetzes vom 18. Juli 1973 über die Lärmbekämpfung, insbesondere des Artikels 1;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 10. Juni 1976 zur Regelung der Veranstaltung von Rennen, Trainings und Testfahrten von Kraftfahrzeugen;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

Aufgrund des Vorschlags des Ministers der Wallonischen Region für Wasser, Umwelt und Landleben,

Beschliesst die Wallonische Regionalexekutive :

**Artikel 1.** Ein Kapitel VII mit der Überschrift : « Sonderbestimmungen für die Wallonische Region », das die Artikel 24 bis 36 enthält, wird in den Königlichen Erlass vom 10. Juni 1976 zur Regelung der Veranstaltung von Rennen, Trainings und Testfahrten von Kraftfahrzeugen eingefügt :

\* Art. 24. Die Artikel 5 Absatz 3, 6, 7, 8, 10, 12 Absatz 2, 13, 14, 15, 16, 18 und 20 finden keine Anwendung mehr auf die Wallonische Region.

Art. 25. Die Zuständigkeiten, die dem Minister der Volksgesundheit durch Artikel 5 zugewiesen wurden, werden vom Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, nachstehend der Minister genannt ausgeübt.

Art. 26. Bevor der Minister die in Artikel 5 vorgesehene Genehmigung erteilt, holt er das Gutachten des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums der Gemeinden ein, auf deren Gebieten sich die Rennstrecke oder das Gelände befindet. Seinem Antrag auf Gutachten fügt er eine Abschrift der in Anwendung von Artikel 9 vorgelegten Unterlagen bei.

Art. 27. Innerhalb fünf Tagen nach Empfang des Antrags auf Gutachten leitet das Bürgermeister- und Schöffenkollegium ein de commodo et incommodo Untersuchungsverfahren ein, indem es den Gegenstand des Antrags während fünfzehn Tagen in der Nähe der Rennstrecke oder des Geländes sowie an den gewöhnlichen Anschlagstellen durch Anschlag bekanntgibt.

Art. 28. Während der Dauer des Untersuchungsverfahrens können alle Betroffenen den Antrag auf Gutachten und die beigefügten Unterlagen einsehen.

Art. 29. Während derselben Zeitspanne sammelt ein Mitglied des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums oder ein zu diesem Zweck beauftragter Beamter die schriftlichen Bemerkungen ein. Nach Ablauf dieser Zeitspanne hält es eine Sitzung, bei der all diejenigen, die es wünschen, angehört werden und nach der ein Protokoll aufgestellt wird, das das Untersuchungsverfahren abschliesst.

Der Minister wird über die Schlussitzung benachrichtigt, und er kann sich bei dieser durch einen Beamten vertreten lassen.

Die Antragsteller können die schriftlichen und mündlichen Bemerkungen, die während des Untersuchungsverfahrens vorgebracht wurden, zur Kenntnis nehmen.

Art. 30. Das Bürgermeister- und Schöffenkollegium gibt sein Gutachten innerhalb dreissig Tagen nach Empfang des Antrags auf Gutachten ab.

Art. 31. Das Kollegium fügt seinem Gutachten eine Abschrift des Protokolls bei, das das Untersuchungsverfahren abschliesst.

Art. 32. Die Rennen und die diesbezüglichen Trainings sind auf den nicht ständig benutzten Geländen nur erlaubt mit der Genehmigung des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums der Gemeinden, auf deren Gebiet sich die Rennstrecke oder das Gelände befindet. Diese Genehmigung wird erst erteilt, nach dem der zu diesem Zweck bestellte technische Beamte der Wallonischen Region festgestellt hat, dass die Artikel 3 und 4 beachtet wurden.

Art. 33. Der Veranstalter bringt den Antrag auf Genehmigung schriftlich vor und sendet ihn den Bürgermeistern der Gemeinden, auf deren Gebiet die geplanten Aktivitäten stattfinden werden, mindestens drei Monate vor dem Tag dieser Aktivitäten.

In dem Antrag wird folgendes angegeben :

- 1° die Personalien des Antragstellers;
- 2° den Tag, die Uhrzeit, die Dauer und die Art der Aktivitäten;
- 3° die Eigenschaften der benutzten Fahrzeuge (Typ, Hubraum, Lärmpegel);
- 4° den Plan des Geländes oder der Rennstrecke und der Umgebung (Radius von 500 m, Massstab 1/10 000) mit Angabe der Lage im Verhältnis zu den durch Artikel 3 auferlegten Entfernungsbedingungen.

Art. 34. Innerhalb dreier Werktage ab Empfang des Antrags legt der Bürgermeister dem technischen Beamten der Wallonischen Region die Akte zur Begutachtung vor. Dieser Beamte übermittelt dem Bürgermeister sein Gutachten innerhalb zweier Wochen.

Innerhalb dreissig Tagen ab Einreichung der vollständigen Antragsakte stellt der Bürgermeister dem Antragsteller die Genehmigung oder die Ablehnung des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums zu.

Dem Provinzgouverneur und dem Kommandanten der Gendarmerie wird unverzüglich und mindestens acht Tage vor dem Wettkampf eine Abschrift der Genehmigung übermittelt.

Art. 35. Wenn die in der Genehmigung erwähnte Aktivität nicht am vorgesehenen Tag stattfinden kann, kann das Bürgermeister- und Schöffenkollegium auf einen schriftlichen Antrag hin, den der Veranstalter spätestens zwei Wochen nach dem ursprünglich festgelegten Tag an den Bürgermeister richtet, das in der Genehmigung angegebene Datum ändern, ohne ein neues Gutachten beim technischen Beamten einholen zu müssen.

Art. 36. Unbeschadet der Zuständigkeiten der Strafverfolgungsbeamten sind die Ingenieure, die der Generaldirektion für Naturschätze und Umwelt unterstehen, sowie die vom Generalverwalter des Ministeriums der Wallonischen Region oder notfalls vom Generaldirektor für Naturschätze und Umwelt bestellten technischen Beamten und Bediensteten dieser Direktion befugt, die Anwendung des vorliegenden Erlasses gemäss den Artikeln 9 und 10 des Gesetzes vom 18. Juli 1973 über die Lärmbekämpfung zu überwachen.

Dies gilt auch für die technischen Beamten und Bediensteten der Provinzen, Agglomerationen, Gemeindeföderationen und Gemeinden, die zu diesem Zweck vom Minister bestellt werden. »

**Art. 2.** Der Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, ist mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Brüssel, den 19. Oktober 1984.

Der Minister-Präsident der Wallonischen Region.

J.-M. DEHOUSSE

Der Minister der Wallonischen Region  
für Wasser, Umwelt und Landleben,

V. FEAUX

## VERTALING

## WAALSE GEWEST

N. 85 — 100

**19 OKTOBER 1984. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve  
tot wijziging van het koninklijk besluit van 10 juni 1976 houdende maatregelen tot inrichting van wedstrijden,  
test- en oefenritten met motorvoertuigen, door bepalingen eigen aan het Waalse Gewest**

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 juni 1976 houdende maatregelen tot inrichting van wedstrijden, test- en oefenritten met motorvoertuigen;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van het Waalse Gewest voor het Water, het Leefmilieu en het Landleven,

Besluit :

**Artikel 1.** Een hoofdstuk VII, betiteld : « Bepalingen eigen aan het Waalse Gewest » en dat de artikelen 24 tot 36 bevat, wordt ingevoegd in het koninklijk besluit van 10 juni 1976 houdende maatregelen tot inrichting van wedstrijden, test- en oefenritten met motorvoertuigen :

« Art. 24. De artikelen 5, derde lid, 6, 7, 8, 10, 12, tweede lid, 13, 14, 15, 16, 18 en 20, houden op te gelden voor het Waalse Gewest.

Art. 25. De aan de Minister van Volksgezondheid door artikel 5 toegekende bevoegdheden worden door de Minister van het Waalse Gewest, tot wiens bevoegdheid het leefmilieu behoort, hierna genoemd de Minister, uitgeoefend.

Art. 26. Vooraleer de in artikel 5 bedoelde toelating te verlenen, wint de Minister het advies in van het College van Burgemeester en Schepenen van de gemeenten op het grondgebied waarvan de omloop of het terrein gelegen is. Hij voegt bij zijn adviesaanvraag een afschrift van de in toepassing van artikel 9 voorgelegde stukken.

Art. 27. Binnen vijf werkdagen na de ontvangst van de adviesaanvraag stelt het College van Burgemeester en Schepenen een onderzoek de « commodo et incommodo » in waarbij het voorwerp van de aanvraag kenbaar wordt gemaakt bij wege van aanplakking, gedurende vijftien dagen, in de omgeving van de omloop of het terrein, evenals op de gewone aanplakingsplaatsen.

Art. 28. Gedurende het onderzoek kunnen de adviesaanvraag en de erbij gevoegde stukken door alle betrokkenen ingezien worden.

Art. 29. Binnen dezelfde termijn neemt een lid van het College van Burgemeester en Schepenen of een daartoe gemachtigd ambtenaar de schriftelijke opmerkingen in ontvangst. Na het verstrijken van deze termijn houdt hij een vergadering waarin degenen, die het wenselijk achten, gehoord worden en waarna een proces-verbaal tot sluiting van het onderzoek wordt opgemaakt.

De Minister wordt van de sluitingsvergadering op de hoogte gebracht, waarop hij zich door een ambtenaar kan laten vertegenwoordigen.

De aanvragers kunnen van de tijdens het onderzoek gemaakte schriftelijke en mondelinge opmerkingen kennis nemen.

Art. 30. Het College van Burgemeester en Schepenen brengt zijn advies uit binnen dertig werkdagen na de ontvangst van de adviesaanvraag.

Art. 31. Het College voegt bij zijn advies een afschrift van het proces-verbaal tot sluiting van het onderzoek.

Art. 32. Op de niet-permanent gebruikte terreinen mogen de wedstrijden en de erbijhorende oefenritten slechts georganiseerd worden na het bekomen van de toelating van het College van Burgemeester en Schepenen van de gemeenten op het grondgebied waarvan de omloop of het terrein gelegen is. Deze toelating wordt slechts afgegeven nadat de daartoe aangewezen technische ambtenaar van het Waalse Gewest, heeft geconstateerd dat aan de bepalingen van de artikelen 3 en 4 is voldaan.

Art. 33. De aanvraag tot toelating wordt ten minste drie maanden vóór de datum van de geplande activiteiten door de organisator schriftelijk ingediend bij de Burgemeesters van de gemeenten op het grondgebied waarvan de activiteiten plaats zullen hebben.

In aanvraag wordt vermeld :

1° identiteit van de aanvrager;

2° datum, uur, duur en aard van de activiteiten;

3° karakteristieken van de gebruikte voertuigen (type, cilinderinhoud, geluidsniveau);

4° plan van het terrein of de omloop en zijn omgeving (straal van 500 m, schaal 1/10 000), met aanduiding van de ligging ervan wat betreft de voorwaarden inzake afstand opgelegd bij artikel 3.

Art. 34. Binnen de drie werkdagen na de ontvangst van de aanvraag bezorgt de Burgemeester het dossier voor advies aan de technische ambtenaar van het Waalse Gewest. Die ambtenaar deelt binnen twee weken zijn advies aan de Burgemeester mede.

Binnen dertig dagen na indiening van het volledig dossier van de aanvraag geeft de Burgemeester aan de aanvrager kennis van de toelating of de weigering van het college van Burgemeester en Schepenen.

Een afschrift van de toelating wordt onverwijld en tenminste acht werkdagen vóór de wedstrijd toegezonden aan de gouverneur van de provincie en aan de commandant van de Rijkswacht.

Art. 35. Indien de in de toelating vermelde activiteit op de gestelde datum niet kan plaatsvinden, kan het College van Burgemeester en Schepenen op schriftelijke aanvraag, die door de organisator tenminste twee weken na de oorspronkelijk vastgestelde datum bij de Burgemeester wordt ingediend, de in de toelating vermelde datum overeenkomstig de artikelen 9 en 10 van de wet van 18 juli 1973 wijzigen, zonder de technische ambtenaar om een nieuw advies te verzoeken.

Art. 36. Onverminderd de bevoegdheden van de officieren van gerechtelijke politie, zijn de ingenieurs die van de Algemene Directie Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu afhangen, alsmede de door de Administrateur-generaal van het Ministerie van het Waalse Gewest of bij zijn ontstentenis door de Directeur generaal van de Algemene Directie Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu aangewezen technische ambtenaren van deze Algemene Directie bevoegd om toezicht uit te oefenen op de toepassing van dit besluit, overeenkomstig de artikelen 9 en 10 van de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder.

Hetzelfde geldt voor de technische ambtenaren van de provincies, agglomeraties, federaties van gemeenten en gemeenten die daartoe door de Minister zijn aangewezen. »

Art. 2. De Minister van het Waalse Gewest, tot wiens bevoegdheid het leefmilieu behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 19 oktober 1984.

De Minister-Voorzitter van het Waalse Gewest,

J.-M. DEHOUSSE

De Minister van het Waalse Gewest  
voor het Water, het Leefmilieu en het Landleven,

V. FEAUX